1831.

64 VICTORIA, A. 1901

En 1827, on lui a accordé de demander pour l'agence la du Canada. même allocation que demandait M. W. D. Adams. Les réductions dans son revenu et ses pertes par suite de faux, etc. L'augmentation de la garantie qu'il a été obligé de donner.

Les Auditeurs à la Trésorerie. Remarques au sujet de la réclamation faite par Dunn pour le paiement de £200 par année pour percevoir les versements de la Compagnie du Canada. Ils n'ont aucune autorisation pour ce paiement.

Minutes de la Trésorerie au sujet de la réclamation de Dunn.

17 octobre. Artillerie.

Butler à Hay. Rapporte que les magistrats de Kingston sont à tracer des chemins sur les réserves de la Couronne destinées à des travaux de défense. Aucune exemption n'est prescrite dans le statut. Demande qu'on change la loi de façon à protéger cette propriété.

20 octobre, Londres.

Harly à Bigg. Fait rapport qu'Innes, l'assureur de ses marchandises transportées par le Strath Isla, a suspendu ses paiements.

5 novembre, New-York.

Anonyme à Howick. Expose qu'il est l'auteur d'une lettre en opposition au gouvernement de Sa Majesté dans le Haut-Canada qu'il est important pour Sa Seigneurie de lire.

Sous pli. Lettre signée "Un franc tenancier du comté de York". Aux cultivateurs habitant dans le comté d'York qui se sont rangés au soutien de Mackenzie dans sa campagne d'abus du gouvernement; défense de Colborne, le lieutenant-gouverneur, en opposition à Mackenzie.

16 novembre, Hallowell.

Richards au Secrétaire des Colonies. Le remercie d'avoir soumis sa pétition au roi.

28 novembre,

Sous pli. Copie de pétition. Le juge en chef Powell. Pétition se plaignant de la conduite du Con-

seil législatif et demandant une enquête.

Sous pli. | Rapports d'un comité du Conseil législatif nommé pour rechercher les précédents dans une cause de privilège. Le comité a découvert que le Conseil législatif a et exerce des pouvoirs et privilèges

d'une nature la plus étendue. Powell, président, est opposé à l'adoption du rapport. Liste des points contestés par le juge en chef Powell en qualité de

président du Conseil législatif en 1822 et 1823.

Cameron à Goderich. Contient lettre en date du 17 novembre 1830, qui ne lui est parvenue qu'une année après avoir été écrite, ayant été envoyée à Thorah. Il y a un arrêté du conseil en date du 26 novembre 1830, lequel est en opposition directe à la lettre de Son Excellence. Il n'a reçu cet arrêté qu'hier. Enverra bientôt documents, etc., pour montrer que la ligne de conduite suivie par le Conseil à son égard n'est pas juste.

Sous pli. Mudge à Cameron. Les pétitions concernant le township de Thorah ont été soumises au Conseil exécutif. Les colons ont reçu l'assurance que ce n'est pas l'intention de troubler aucun de ceux qui ont fait des améliorations, mais les demandes de renseignements ont pour but de permettre à Colborne d'autoriser le commissaire des terres de la Cou-

ronne à placer des colons sur tous les lots vacants.

Strachan à Goderich. Envoie pétition concernant le collège du Roi. Il a été proposé des changements, mais le gouvernement de Sa Majesté n'a fait aucune communication directe au président et au conseil du collège. La responsabilité de ceux qui ont empêché le collège d'ouvrir ses portes. Est prêt à proposer des modifications à la charte,

Sous pli. Mémoire sur l'université du collège du 10i donnant un compte rendu chronologique de sa fondation et de ses progrès, réponse aux objections de l'Assemblée quant à sa constitution. Se plaint du retard apporté à l'ouverture du collège, ce qui prive d'éducation un bon

14 décembre, York.

décembre, York.